



Parc national
des Calanques

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Marché 25 007 PNCAL

**Travaux d'aménagement du sentier France vue sur mer,
secteurs Callelongue et Sainte Frétouse**

Cahier des clauses administratives particulières

1 CARACTERISTIQUES GENERALES DES MARCHES	4
11 OBJET DES MARCHES	4
12 FORME DES MARCHES ET REFERENCES AUX ARTICLES DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS	4
13 MAÎTRISE D'OUVRAGE - MAÎTRISE D'ŒUVRE ET MAÎTRISE DE CHANTIER	4
131 MAITRISE D'OUVRAGE	4
132 MAITRISE D'ŒUVRE	4
14 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES :	5
15 DUREE DU MARCHE ET DUREE DES TRAVAUX	5
151 DUREE DU MARCHE	5
152 DUREE DES TRAVAUX	5
153 PHASES DES TRAVAUX	5
16 TRANCHE OPTIONNELLE	5
21 DÉFINITION ET CONTENU DES TRAVAUX	5
211 TYPES DE TRAVAUX	6
212 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE L'OPERATION	6
213 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET EQUIPEMENTS	6
214 LIMITES DES PRESTATIONS	6
215 TRAVAUX MODIFICATIFS EVENTUELS	6
22 EXÉCUTION DES TRAVAUX	7
221 LIEUX D'EXECUTION	7
222 DELAIS D'EXECUTION - PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION	7
223 MODALITES D'EXECUTION	7
ÉQUIPE DEDIEE A L'EXECUTION DE LA PRESTATION	8
224 MESURES DE SURETE A PRENDRE EN COMPTE	8
23 CONTRAINTES DE RÉALISATION DES TRAVAUX, COMPTE PRORATA, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER, INSTALLATIONS DE CHANTIER, CLÔTURES DE CHANTIER, NETTOYAGE ET GESTION DES DÉCHETS	8
231 COMPTE PRORATA	8
232 CONTRAINTES DE DEROULEMENT DES TRAVAUX – HORAIRES DE CHANTIER A RESPECTER 8	
233 HYGIENE ET SECURITE : GENERALITES	8
234 INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
235 NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES	9
236 GESTION, TRI SELECTIF, STOCKAGE, TRANSPORT, EVACUATION DANS DES DECHARGES AUTORISEES ET TRAITEMENTS DES DECHETS	9
237 MISE EN ŒUVRE DE SOURCES DE CHALEUR, PERMIS FEU, PERMIS POUSSIERE	9
24 SOUS-TRAITANCE	9
25 RECEPTION DES TRAVAUX ET LEVEE DES RESERVES	9
253 DOCUMENTS A REMETTRE	10
261 GARANTIES PARTICULIERES	10
3 ASPECT FINANCIER DES MARCHES	10
31 PRIX	10
311 FORME DES PRIX	10
312 CONTENU DES PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENT DES COMPTES	11
313 MODALITES DE REVISION	11
32 MODALITES FINANCIERES	11
321 PROJETS DE DECOMPTE MENSUEL ET FINAL	11
322 MODALITES DE REGLEMENT	12

324 CESSIION –NANTISSEMENT	13
325 RETENUE DE GARANTIES	13
33 PENALITES	13
331 PENALITES DE RETARD DANS LES DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
332 AUTRES PENALITES	14
4 ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES	14
41 ASSURANCE	14
42 RESILIATION DU MARCHE – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	15
43 LITIGES	15
5 GESTION DES ATTESTATIONS LEGALES – Inscription obligatoire à HIVEO	15
6 DEROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX	16

1 CARACTERISTIQUES GENERALES DES MARCHES

11 OBJET DES MARCHES

Le présent marché concerne les travaux d'aménagements du sentier France vue sur mer sur les secteurs de Callelongue et de Sainte Frétoise, pour le Parc national des Calanques.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et de son annexe.

12 FORME DES MARCHES ET REFERENCES AUX ARTICLES DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Procédure adaptée, en vertu des articles R 2123-1 et R 2113-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du code de la commande publique.

Marché fractionné en vertu des articles R.2113-4 à 6 : marchés à tranches, comportant une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

13 MAÎTRISE D'OUVRAGE - MAÎTRISE D'ŒUVRE ET MAÎTRISE DE CHANTIER

131 Maîtrise d'ouvrage

La conduite d'opération de la maîtrise d'ouvrage relève du Parc national des Calanques
141 avenue du Prado
13008 Marseille

Au sens de l'article 2 du CCAG / FCS, « l'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

Il est représenté par Martin Gascuel, martin.gascuel@calanques-parcnational.fr, Tél. 06 22 40 14 08.

132 Maîtrise d'œuvre

Mandataire :

SARL TOPO*GRAFIK

10 rue Virgile Marron

13005 Marseille

Tel : 06 34 53 76 88

Courriel : laulan@topografik.fr

Mandataire du groupement avec **les cotraitants**

Bureau d'étude ECO

19 avenue Auguste Renoir

06800 Cagnes sur Mer

Tel : 04 93 29 11 30

Courriel : info@ecoxygene.fr

SYMBIODIV

6 Les Muscades – 471 chemin de Besse

83170 Brignoles

14 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES :

Les pièces constitutives du marché sont des pièces particulières et des pièces générales.
Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues de l'entreprise.
Conformément à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces contractuelles sont dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le calendrier détaillé définitif d'exécution des travaux,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe technique,
- DICT,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) travaux applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 1er avril 2021,
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché
- L'offre technique du titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs,
- Les éléments de décomposition financière de l'offre.

15 DUREE DU MARCHE ET DUREE DES TRAVAUX

151 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification et pour toute la durée de l'opération, jusqu'à l'expiration des délais de garantie de parfait achèvement des travaux.

152 Durée des travaux

Le début du délai global d'exécution des travaux s'effectue à compter de la notification de l'ordre de service (OS) de démarrage du maître d'œuvre.

153 Phases des travaux

Le planning des travaux se décompose en phases telles que décrites dans le planning et le plan de phase fourni.

16 TRANCHE OPTIONNELLE

L'exécution de la (des) tranche(s) optionnelle(s) est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir. La décision d'affermissement des tranches est notifiée au titulaire à la notification du marché ou dans un délai correspondant à la période de préparation respective des deux phases travaux.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit n'est versée en cas de retard ou de dédit dans l'affermissement d'une tranche optionnelle.

2 TRAVAUX CONCERNÉS PAR LE MARCHE

21 DÉFINITION ET CONTENU DES TRAVAUX

211 Types de travaux

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et son annexe technique.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions techniques du CCTP et notamment pour les contraintes de déroulement des travaux, les mesures d'hygiène et de sécurité, les installations de chantier, l'organisation du chantier, les mesures de sécurité incendie, le nettoyage et la protection des ouvrages.

212 Connaissance des lieux et de l'opération

Chaque entreprise est réputée :

- Avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des lieux d'implantation des installations projetées et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des installations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir connaissance des contraintes des sites classés loi de 1930 et site protégé (Natura 2000 et cœur de Parc national) ;
- Avoir connaissance du permis d'aménager obtenu par le PNCAL.

213 Caractéristiques des matériaux et équipements

Les caractéristiques des matériels et équipements concernés par les prestations du marché sont spécifiées dans les CCTP. Les caractéristiques des matériaux et équipements doivent être conformes aux CCTP et aux réglementations en vigueur.

Les vérifications, essais et épreuves sont soumis aux dispositions de l'article 24 du CCAG /travaux.

214 Limites des prestations

Sans objet

215 Travaux modificatifs éventuels

La nature et le montant des travaux modificatifs éventuels devront obligatoirement avoir été, au préalable, validés par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). La procédure suivante doit être impérativement respectée pour toute prestation modificative :

- 1) Le maître d'œuvre exprime la nature et le besoin des travaux modificatifs éventuels dans le PV de chantier, et le transmet au titulaire.
- 2) A partir du PV, le titulaire établit et transmet son devis descriptif détaillé (en précisant toutes les unités, toutes les quantités et tous les prix unitaires H.T. des ouvrages) au maître d'œuvre, dans les 7 jours calendaires suivant la réception du PV ;
- 3) Après analyse et vérification du devis, le maître d'œuvre transmet le devis au maître d'ouvrage pour avis de celui-ci ou renvoie le devis au titulaire pour modifications et/ou adaptations ;
- 4) Le devis part dans le circuit de validation du maître d'ouvrage ;
- 5) Dans le cas où le RPA valide les travaux modificatifs, le maître d'ouvrage établit un avenant dont la notification vaut ordre de service.

Nota : Aucun travaux modificatif ne sera rémunéré sans validation préalable de l'acheteur et sans ordre de service de commande des travaux proposés par le maître d'œuvre.

22 EXÉCUTION DES TRAVAUX

221 Lieux d'exécution

Commune de Marseille et commune de La Ciotat.

222 Délais d'exécution - Période de préparation – programme d'exécution

Le début du délai global d'exécution des travaux est précisé par ordre de service du maître d'ouvrage.

La période de préparation de trois semaines est **incluse** dans le délai d'exécution.

Intempéries et délai d'exécution :

Sont considérés comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels de vent et de pluviométrie tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :

- vent d'intensité supérieure à 70 km/h pendant 2 heures par jour
- pluie supérieure à 20 mm/h pendant 4 heures par jour

Au-delà de ces intensités, les jours ou demi-journées d'intempéries ouvriront un droit de prolongation des délais mais n'ouvriront en aucun cas un droit à indemnité lié à la neutralisation des moyens humains et matériels sur le chantier.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG travaux et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours correspondant au nombre de jours de chômage intempéries ayant fait l'objet d'une déclaration par l'entrepreneur à sa caisse de chômage intempéries. Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation de délai, l'entreprise devra adresser au maître d'ouvrage les bulletins météo.

Le régime du chômage intempéries permet à une entreprise du BTP (notamment pour les gros œuvre, désamiantage ou Charpente /couverture) d'arrêter momentanément son activité lorsque les conditions atmosphériques rendent l'accomplissement du travail impossible ou dangereux (gel, neige, pluie, inondation...).

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt total ou partiel des travaux ou encore en cas d'entrave, font l'objet d'une décision de l'acheteur notifiée par OS.

L'entrepreneur dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le maître d'œuvre par tout moyen écrit (mail, courrier).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution ne peuvent pas concerner des travaux réalisés à l'intérieur de locaux mis hors d'eau ou hors d'air. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries.

223 Modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à assurer la qualité et le suivi des travaux pendant toute la durée d'exécution du marché et garantit un suivi particulier du chantier.

Qualifications

Le titulaire doit détenir les qualifications et/ou références exigées au titre de la candidature. Ces exigences seront vérifiées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage pour les déclarations des sous-traitants éventuels en cours de marché.

Équipe dédiée à l'exécution de la prestation

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser la prestation et assurer sa bonne fin.

Le titulaire s'engage donc à mettre en place l'équipe des personnes compétentes dont les CV ont été présentés dans son offre, notamment le directeur de chantier et le chef d'équipe, et il s'efforce d'assurer la pérennité de cette équipe pendant toute la durée du marché.

En cas d'absence ou d'indisponibilité, supérieure à 5 jours ouvrés, d'un ou de membres de l'équipe pressentie, le titulaire est tenu d'assurer le niveau de compétence des intervenants remplaçants et de qualité de la prestation, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Si cette éventualité se présente, le titulaire doit en informer le PNCAL dans les plus brefs délais et soumettre à la validation de l'acheteur le CV du ou des personnels proposés en remplacement. Le PNCAL est en mesure de refuser le(s) CV proposé(s) et le titulaire tenu d'en présenter un (d') autre(s).

Coordination des travaux - Réunions de chantier

Les réunions de chantier sont hebdomadaires. La présence d'un représentant qualifié du titulaire est obligatoire.

La convocation est adressée par le Maître d'œuvre au titulaire.

Des réunions supplémentaires peuvent être diligentées à la demande du maître d'œuvre si nécessaire.

A l'issue de chaque réunion de chantier, un compte-rendu est établi par le Maître d'œuvre et transmis au titulaire.

224 Mesures de sûreté à prendre en compte

Le port de la carte BTP par tous les ouvriers est obligatoire pendant le chantier.

23 CONTRAINTES DE RÉALISATION DES TRAVAUX, COMPTE PRORATA, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER, INSTALLATIONS DE CHANTIER, CLÔTURES DE CHANTIER, NETTOYAGE ET GESTION DES DÉCHETS

231 Compte prorata

Sans objet.

232 Contraintes de déroulement des travaux – Horaires de chantier à respecter

Les prescriptions et modalités relatives aux contraintes de déroulement des travaux sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les **horaires de travail** sur le chantier doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

233 Hygiène et sécurité : généralités

Les installations de chantier, adaptées en permanence aux effectifs, doivent respecter les dispositions du code du travail et de la réglementation en vigueur. Elles doivent être entièrement repliées à la fin des travaux.

Les prescriptions et mesures de sécurité et d'hygiène réglementaires doivent être respectées en permanence.

234 Installations de chantier

Les prescriptions et modalités relatives aux installations de chantier sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

235 Nettoyage et protection des ouvrages

Les prescriptions et modalités relatives aux nettoyages et protections des ouvrages sont décrites dans le CCTP.

236 Gestion, tri sélectif, stockage, transport, évacuation dans des décharges autorisées et traitements des déchets

Les entreprises devront respecter les prescriptions et les modalités définies dans le cahier des clauses techniques particulières communes (C.C.T.P.C.) à tous les lots.

237 Mise en œuvre de sources de chaleur, permis feu, permis poussière

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder, découpes, outils utilisant de l'énergie électrique...) devra être précédée de la remise au coordonnateur SPS et au chargé de prévention du Parc national des Calanques d'une fiche journalière (permis feu journalier) indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie.
- les moyens de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Ils pourront être soumis dans des cas particuliers à autorisation du Maître d'œuvre.

24 SOUS-TRAITANCE

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant». Ce formulaire est adressé dûment renseigné, notamment pour le bénéfice ou non du paiement direct, et signé conformément à l'article 3.6 du CCAG / travaux.

Il est rappelé aux entrepreneurs que la Loi du 31 décembre 1975 et des articles R 2193-1 et 2 du Code de la commande publique leur font obligation de présenter leurs éventuels sous-traitants à l'agrément du maître de l'ouvrage :

- soit lors la conclusion du marché,
- soit avant l'intervention des sous-traitants sur le chantier.

La sous-traitance de second rang n'est pas acceptée.

25 RECEPTION DES TRAVAUX ET LEVEE DES RESERVES

La réception des travaux et la levée des réserves s'effectuent dans les conditions prévues au CCAG travaux.

253 Documents à remettre

Le titulaire de chacun est tenu de remettre :

Pendant la période de préparation (en version informatique) :

- les photocopies des contrats d'assurance,
- la liste des personnels,
- les plans d'organisation, d'hygiène et de sécurité, les plans qualité,
- le plan des installations de chantier (PIC)
- tous les documents demandés dans les pièces administratives,
- tous les documents demandés par le maître d'œuvre,
- tous les documents demandés dans le C.C.T.P.

Avant l'exécution des travaux (en version informatique) :

- les mises à jour, toutes les semaines et autant de fois que nécessaire, du planning prévisionnel détaillé des tâches,
- les documentations techniques de tous les matériels et de tous les matériaux:
- les plans d'exécution de tous les ouvrages,
- les notes de calculs et de dimensionnement de tous les équipements, de tous les ouvrages,
- les échantillons, les procès-verbaux,
- les avis techniques sur les matériaux et les procédés non traditionnels,
- tous les documents demandés par le maître d'œuvre,
- tous les documents demandés dans le C.C.T.P.

Après achèvement des travaux (en version informatique) :

- les dossiers des ouvrages exécutés,
- les plans des ouvrages exécutés,
- les notices techniques de tous les matériels et matériaux, les procès-verbaux, les notes de calculs,
- tous les documents demandés dans le C.C.T.P.,
- tous les documents demandés par le maître d'œuvre.

Les plans seront fournis sur support informatique au format DWG (compatible avec la version Autocad de 2014) et PDF.

261 Garanties particulières

Sans objet.

3 ASPECT FINANCIER DES MARCHES

31 PRIX

311 Forme des prix

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un **prix global et forfaitaire**.

Le prix est ferme.

Les prix sont établis en euro hors taxes. Le montant de la T.V.A. correspond au taux applicable au moment du fait générateur (exécution des travaux).

Dans le cas d'une variation du taux en cours d'exécution, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

312 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

Les prix sont réputés « tout compris ». Ils impliquent, entre autres, les fournitures, l'amenée à pied d'œuvre, la pose, la dépose, la main d'œuvre, tous les frais généraux, les frais d'approvisionnement, tous les moyens d'accès, de manutention et de levage, les procédures administratives, les études, les contrôles et le suivi des prestations, l'installation et le nettoyage de chantier, les protections, les essais, les contrôles, l'élimination des déchets de chantier, les réceptions, etc.

Les prix du marché sont également établis en tenant compte des contraintes suivantes et des sujétions relatives aux :

- **en tenant compte des contraintes particulières d'exécution et des diverses prescriptions fixées dans le cahier des clauses techniques particulières**

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion, le tri, le transport et l'évacuation, le stockage et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur,

En tenant compte des dépenses liées :

- Aux diverses démarches à effectuer compte tenu de la nature des travaux ;
- Aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférences avec d'autres éventuels travaux,
- Aux mesures d'isolement et d'accès au chantier,
- Aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie parfait achèvement ;
- En tenant compte des intempéries,
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots et travaux tous corps d'états.

313 Modalités de révision

Sans objet.

32 MODALITES FINANCIERES

321 Projets de décompte mensuel et final

Lorsque la durée des travaux est supérieure à un mois, le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels, et un solde, établis et réglés dans les conditions déterminées aux articles 10.4 (acomptes sur approvisionnement) et 12 du CCAG/Travaux.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre pour vérification et validation avant présentation au Maître d'ouvrage et au service financier du PNCAL.

Le circuit des projets de décompte mensuel et d'état d'acompte se fait uniquement via Chorus Pro (de l'entreprise au MOE et du MOE au PNCAL). Les situations mensuelles sont établies sur la base de la décomposition globale et forfaitaire des prix (DPGF) par application du pourcentage d'avancement des travaux et de la livraison des approvisionnements sur la prestation concernée.

Suite à la notification de la réception finale des travaux, le titulaire adresse, après le projet de décompte afférent au dernier mois d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, il devient alors le décompte final. Le maître d'œuvre édite alors le décompte général comprenant le décompte final et la récapitulation des acomptes et du solde.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance mais n'inclut pas la TVA.

322 Modalités de règlement

Facturation

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation) du marché ; numéro d'engagement juridique, désignation des travaux exécutés ainsi que la période concernée.

Elle est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent marché et adressée au MAITRE D'ŒUVRE pour vérification et validation puis au MAITRE D'OUVRAGE pour certification du service fait.

Les factures sont obligatoirement déposées sur le portail Chorus pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le n° de SIRET 130 016 793 00023.

Paielements

Le paiement intervient par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire.

La monnaie du marché est l'euro.

Le PNCAL procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Dans le cas où la facture est reçue avant certification du service fait, la date prise en compte est celle du service fait.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Paieement au sous-traitant

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, à l'entreprise titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date (article R 2193-11), ainsi qu'au maître d'œuvre avec la preuve de dépôt attestant de sa demande auprès du titulaire.

Le titulaire dispose alors de 15 jours calendaires pour accepter ou refuser le paiement et adresse sa décision au maître d'œuvre pour validation puis transmission au service financier du PNCAL. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'accord du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ou refus de paiement.

323 Avance

Lorsque les conditions énoncées à l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique sont réunies (montant initial du marché supérieur à 50 000 euros HT et délai d'exécution supérieur à deux mois), et en vertu de l'article R.2191-4 (cas où l'avance n'est pas obligatoire), chaque titulaire bénéficie d'une avance dont il peut cependant refuser le versement : le renoncement ou non au bénéfice de l'avance est précisé par le titulaire à l'article D2 de l'acte d'engagement (AE).

L'option B du CCAG travaux s'applique : avance fixée à 30 %.

Dans le cas où le titulaire a perçu une avance, le remboursement de cette dernière s'effectue, dans la mesure du possible, par précompte unique sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par lui atteint ou dépasse 70% du montant total du marché, toutes taxes comprises. Dans l'éventualité où la somme précomptée ne permet pas de récupérer le montant total de l'avance, le montant restant dû est prélevé sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

324 Cession –nantissement

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics : la Directrice du PNCAL.

Comme comptable assignataire des paiements :

Agent comptable

Office Français pour la Biodiversité - Pôle de Montpellier

Immeuble Tabella

125, Impasse Adam Smith

34470 PEROLS

325 Retenue de garanties

Conformément à l'article R.2191-33 du Code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie est de 3 %. Ce taux est appliqué au montant initial du marché public et de ses éventuelles modifications.

33 PENALITES

En dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Conformément à l'article 19.2.2, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché ou de la tranche considérée.

331 Pénalités de retard dans les délais d'exécution des travaux

En dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, le non-respect des délais d'exécution mentionnés à l'acte d'engagement complété par le calendrier fourni par le titulaire entraîne, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant de 100 € HT par jour de retard. Ces pénalités (montant non soumis à la TVA) viennent en déduction des sommes dues au titulaire.

332 Autres pénalités

En complément à l'article 19.2 du CCAG/travaux, les pénalités suivantes sont également appliquées :

➤ Absence aux réunions de chantier, réunions d'étude et de coordination

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Les réunions de chantier se dérouleront sur le site du chantier.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, ces pénalités forfaitaires sont fixées à cent euros (100 €) par absence.

➤ Pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation, pendant exécution des travaux et après achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la remise des documents à fournir pendant la période de préparation, une pénalité journalière hors taxes sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité hors taxes est fixé à cent euros (100 €) par document.

➤ Pénalités pour manquement aux règles d'hygiène et de sécurité, et à la signalisation générale du chantier :

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, si des mesures de sécurité ou d'hygiène sont jugées nécessaires, celles-ci devront être mises en application immédiatement ou si elles sont importantes un délai de carence, dont la durée sera précisée, pourra être admis.

Toute récidive ou 1^{er} rappel à une situation jugée à risque entraînera la mise en pénalité du titulaire.

La pénalité hors taxes journalière sera fixée à deux cent euros (200 €) à compter de la date de l'accusé de réception de l'ordre de service la prescrivant.

➤ Pénalités pour manquement aux règles de nettoyage du chantier

Par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G travaux, le refus de l'entrepreneur d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre d'avoir à procéder aux tâches de nettoyage qui lui sont imparties, sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de quatre cent euros (400 €) H.T. par jour calendaire de retard.

➤ Manquement à la réglementation cœur de Parc

A titre informatif, toute infraction à la réglementation applicable en cœur de Parc est passible d'un procès-verbal dressé par la police de l'environnement.

4 ASSURANCE, DIFFERENDS ET LITIGES

41 ASSURANCE

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu pour responsable du fait de son activité.

Il doit justifier d'une assurance responsabilité civile professionnelle

Ces dispositions s'appliquent également aux sous-traitants.

42 RESILIATION DU MARCHE – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de non-exécution satisfaisante des travaux réalisés, constatée et notifiée au titulaire par lettre recommandée, le marché peut être résilié sans préavis par le PNCAL sans aucune indemnité, seuls seront facturés les travaux réalisés et conformes au CCTP.

Il sera fait application des articles 49 à 52 du C.C.A.G./Travaux.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'administrateur ou le liquidateur est mis en demeure par le PNCAL de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

43 LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché dans les conditions et délais définis à l'article 55.1 du CCAG/travaux.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Marseille selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

5 GESTION DES ATTESTATIONS LEGALES – Inscription obligatoire à HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

6 DEROGATIONS AU CCAG/TRAVAUX

Les paragraphes du présent CCAP dérogent aux articles du CCAG/travaux dans les conditions définies ci-dessous :

§ du CCAP	Articles du CCAG/travaux
33 pénalités	19.2.1 non exonération des pénalités
331 et 332 « pénalités »	19.2 application de pénalités forfaitaires et autres pénalités